



**Commune de CHARLEVAL**

Place de l'Hôtel de ville

13350 Charleval

Mail : [accueilmairie@charleval13.fr](mailto:accueilmairie@charleval13.fr)

Tél : 04 42 28 41 18

**ACCORD CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE A BONS DE  
COMMANDE**

**POUR L'EXECUTION DE TRAVAUX NEUFS, D'AMENAGEMENTS DIVERS, DE  
REPARATIONS COURANTES ET DE TRAVAUX D'ENTRETIEN DES VOIRIES ET  
DES ESPACES PUBLICS COMMUNAUX**

**13 CHARLEVAL**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
C.C.A.P.**

## TABLE DES MATIERES

<b>1 -</b>	<b>OBJET DU MARCHÉ / DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....</b>	<b>4</b>
1.1.	OBJET DU MARCHÉ.....	4
1.2.	FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	4
1.3.	DOMICILIATION DU TITULAIRE .....	4
1.4.	LOTS ET TRANCHES.....	4
1.5.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.6.	TITULAIRE .....	4
1.6.1.	REPRÉSENTATION DU TITULAIRE .....	4
1.6.2.	SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE .....	4
1.6.3.	SOUS-TRAITANCE.....	5
1.7.	MAÎTRISE D'ŒUVRE.....	5
1.8.	BONS DE COMMANDE .....	5
1.9.	ORDRES DE SERVICE .....	5
<b>2 -</b>	<b>PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ .....</b>	<b>5</b>
2.1.	ORDRE DE PRIORITÉ .....	5
2.2.	PIÈCES À REMETTRE AU TITULAIRE / CÉSSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES.....	6
<b>3 -</b>	<b>PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES .....</b>	<b>6</b>
3.1.	SOUS-TRAITANCE.....	6
3.2.	CONTENU DU PRIX / MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES ET DE RÉGLEMENTS DES COMPTES / TRAVAUX EN RÉGIE.....	6
3.2.1.	CONTENU DU PRIX .....	6
3.2.2.	T.V.A. ....	6
3.2.3.	MODALITÉS DE RÉGLEMENT DES COMPTES.....	6
3.2.4.	VARIATION DES PRIX.....	6
3.2.5.	AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX .....	7
3.2.6.	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE.....	7
3.2.7.	MODALITÉS DE RÉGLEMENT .....	7
3.2.8.	RÉPARTITION DES DÉPENSES COMMUNES DE CHANTIER.....	7
3.3.	PAIEMENTS DES SOUS-TRAITANTS.....	8
3.3.1.	DÉSIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ .....	8
3.3.2.	PAIEMENTS DIRECTS DES SOUS-TRAITANTS .....	8
<b>4 -</b>	<b>DÉLAI D'EXÉCUTION / PÉNALITÉS / PRIMES .....</b>	<b>8</b>
4.1.	PROLONGATION DU DÉLAI D'EXÉCUTION .....	8
4.1.1.	JUSTIFICATIONS.....	8
4.1.2.	JOURNÉES D'INTÉMPÉRIES.....	9
4.2.	PÉNALITÉS / AUTRES PRIMES .....	9
4.2.1.	PÉNALITÉS POUR RETARD.....	9
4.2.2.	PÉNALITÉS POUR NON REMISE DE DOCUMENT .....	9
4.3.	PÉNALITÉS POUR SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ .....	9
4.4.	PÉNALITÉS POUR ABSENCE AUX RÉUNIONS DE CHANTIER .....	9
<b>5 -</b>	<b>CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ .....</b>	<b>9</b>
5.1.	RÉTENUE DE GARANTIE .....	9
5.2.	AVANCE .....	9

Accord-Cadre Voirie et Espaces Publics Communaux

5.3.	AVANCES SUR MATERIELS .....	10
5.4.	AVANCES SUR APPROVISIONNEMENTS .....	10
6 -	PROVENANCE / QUALITE / CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	10
6.1.	PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	10
6.2.	MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT .....	10
6.3.	VERIFICATIONS / ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	10
7 -	INTERVENTIONS D'URGENCE .....	10
7.1.	DYSFONCTIONNEMENTS GRAVES.....	10
7.2.	DYSFONCTIONNEMENTS DANGEREUX .....	11
8 -	IMPLANTATION DES OUVRAGES .....	11
8.1.	PLAN D'IMPLANTATION.....	11
8.2.	PIQUETAGE GENERAL OU SPECIAL .....	11
9 -	PERIODE DE PREPARATION / COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX .....	11
9.1.	PERIODE DE PREPARATION .....	11
9.2.	DOCUMENTS NECESSAIRES A L'EXECUTION DES TRAVAUX.....	11
9.3.	INSTALLATIONS ET REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER .....	11
9.4.	REUNIONS DE CHANTIER .....	11
9.5.	SIGNALISATION DU CHANTIER / CIRCULATION.....	11
9.6.	HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER / PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	12
9.7.	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....	12
9.8.	RECOMMANDATIONS PORTANT SUR UNE EXECUTION DE TRAVAUX EN SITE URBAIN .....	12
10 -	CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	13
10.1.	CONTROLE DES TRAVAUX .....	13
10.2.	RECEPTION DES TRAVAUX .....	13
10.3.	RECEPTION PARTIELLE DES TRAVAUX .....	13
10.4.	ETUDES D'EXECUTION .....	13
10.5.	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION .....	13
10.6.	DELAI DE GARANTIE .....	13
10.7.	ASSURANCES .....	13
11 -	NANTISSEMENT / CESSION DE CREANCES.....	14
12 -	RESILIATION DU MARCHE .....	14
13 -	POURSUITE DES TRAVAUX AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	14
14 -	CLAUSES COMPLEMENTAIRES .....	14
15 -	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	14

## 1 - OBJET DU MARCHÉ / DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1.1. OBJET DU MARCHÉ

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) sont relatives à la conclusion d'un **Accord-Cadre à bons de commande pour l'exécution de travaux neufs, d'aménagements divers, de réparations courantes et de travaux d'entretien des voiries et des espaces communaux** sur le territoire de la Commune de CHARLEVAL 13350.

### 1.2. FORME DE L'ACCORD-CADRE

L'Accord-Cadre est mono-attributaire. Il sera attribué à un seul opérateur économique.

Il est passé par un Pouvoir Adjudicateur représenté par M. le Maire de la Commune de CHARLEVAL 13350.

Il est conclu pour une durée de **1 (UNE) année** à compter de la notification du Marché et pourra être reconduit pendant **3 (TROIS) années consécutives** sans remise en compétition après attribution.

Le marché est un marché à bons de commande ouvert passé en application des Articles 78 et 80 du Décret 2016-360 du 25 Mars 2016 relatif aux Code des Marchés Publics.

Par dérogation à l'Article 19.1 du C.C.A.G Travaux., les bons de commande pourront être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du Marché.

L'Accord-Cadre est conclu sans montant minimum ni maximum.

### 1.3. DOMICILIATION DU TITULAIRE

A défaut pour le Titulaire d'avoir élu domicile dans le délai de **15 (QUINZE) jours**, les notifications visées par ledit Article seront valablement faites à la Mairie de CHARLEVAL jusqu'à ce qu'il ait fait connaître à la personne responsable du Marché, l'adresse du domicile qu'il a élu.

### 1.4. LOTS ET TRANCHES

L'accord-cadre fait l'objet d'un lot unique correspondant à des besoins définis passés, par le Pouvoir Adjudicateur, sous la forme de bons de commande.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches. Il ne comprend pas d'options.

### 1.5. POUVOIR ADJUDICATEUR

Le Pouvoir Adjudicateur est représenté par M. Yves WIGT, Maire de la Commune de CHARLEVAL.

Conformément à l'Article 3.3 du C.C.A.G. Travaux, dès la notification du Marché, le Pouvoir Adjudicateur désignera une personne physique, habilitée à le représenter auprès du Titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques pourront être habilitées par le Pouvoir Adjudicateur en cours d'exécution du Marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire dans les délais requis ou impartis par le Marché, les décisions nécessaires engageant le Pouvoir Adjudicateur.

### 1.6. TITULAIRE

#### 1.6.1. REPRÉSENTATION DU TITULAIRE

Le titulaire du Marché est désigné dans les documents du Marché par l'expression « le Titulaire ».

Conformément à l'Article 3.4 du C.C.A.G. Travaux, dès la notification du Marché, le Titulaire désignera une personne physique, habilitée à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché et en capacité de prendre toutes les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

D'autres personnes physiques pourront être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Représentant du Pouvoir Adjudicateur dans les délais requis ou impartis par le Marché, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

#### 1.6.2. SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au Représentant du Pouvoir Adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du Marché et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social,
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,

Et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'Entreprise pouvant influencer sur le déroulement du Marché.

### 1.6.3. SOUS-TRAITANCE

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le Représentant du Pouvoir Adjudicateur l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au Coordonnateur de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.), conformément à l'article L. 4532-9 du Code du Travail.

Dans le cadre de cette consultation, les fonctions relatives aux éléments de missions relatifs à la Direction de l'Exécution des Travaux et à l'Assistance aux Opérations de Réception seront assurées par les Services Techniques de la Commune.

### 1.7. MAITRISE D'ŒUVRE

Dans le cadre de cette consultation, les fonctions relatives aux éléments de missions relatifs à la Direction de l'Exécution des Travaux et à l'Assistance aux Opérations de Réception seront assurées par les Services Techniques de la Commune.

Pour les autres éléments de mission, le Maître d'Ouvrage ne prévoit pas d'avoir recours à une Maîtrise d'œuvre.

### 1.8. BONS DE COMMANDE

Le Marché fait l'objet d'un fractionnement en bons de commande émis selon les besoins par le Pouvoir Adjudicateur.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au représentant du Pouvoir Adjudicateur dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au Mandataire du Groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du Titulaire,
- La date et la référence (numéro ou autre) de l'Accord-Cadre,
- La date et la référence du bon de commande,
- La nature et la description des prestations à réaliser,
- Les délais d'exécution (Dates de début et de fin des travaux) avec, si nécessaire, les conditions particulières d'exécution et de réception,
- Les lieux d'exécution des prestations définis précisément,
- Les montants H.T. et T.T.C. du bon de commande assortis, s'il y a lieu, des prix unitaires et/ou forfaitaires des prestations à réaliser.

Chaque bon de commande sera notifié au Titulaire par remise contre récépissé ou par tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

### 1.9. ORDRES DE SERVICE

Les Ordres de Service seront préparés, datés et signés par les Services de la Commune qui les notifieront au Titulaire.

Une augmentation du montant des travaux en cours d'exécution d'un bon de commande sera soumise à décision préalable du Pouvoir Adjudicateur qui, en cas d'accord, délivrera l'Ordre de Service correspondant.

## 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

### 2.1. ORDRE DE PRIORITE

Les pièces constitutives du marché comprennent des pièces générales et des pièces particulières.

Les pièces générales, bien que non jointes aux autres pièces constitutives du marché sont réputées connues de le Titulaire.

a) Les pièces particulières sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

- 1) L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, daté(s) et signé(s),
- 2) Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.),
- 3) Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.),
- 4) Le Bordereau de Prix (B.P.U.) des prestations définies à l'Accord-Cadre,
- 5) Le Descriptif Estimatif Type (D.E.T.),
- 6) Le Mémoire Technique de l'Entrepreneur,
- 7) Les Bons de Commande émis par le Pouvoir Adjudicateur.

b) Les pièces générales sont les suivantes (en vigueur à la date d'établissement des prix) :

- 1) Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.),
- 2) Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicable aux Marchés Publics de travaux.

En cas de contradiction ou de divergence entre plusieurs documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus.

## 2.2. PIECES A REMETTRE AU TITULAIRE / CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

La notification du Marché comprend une copie, délivrée sans frais par le Pouvoir Adjudicateur au Titulaire, de l'Acte d'Engagement et des autres pièces constitutives du Marché, à l'exception du C.C.A.G., du C.C.T.G. et, plus généralement, de toutes pièces ayant fait l'objet d'une publication officielle.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur remet également au Titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du Marché.

## 3 - PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

### 3.1. SOUS-TRAITANCE

En cas de sous-traitance, l'Acte d'Engagement devra indiquer ce qui doit être réglé respectivement au Titulaire et à ses sous-traitants.

Si l'Acte d'Engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer au Titulaire et à ses sous-traitants, cette répartition résultera de l'annexe à l'Acte d'Engagement ou de l'acte spécial présenté en cours d'exécution du marché.

### 3.2. CONTENU DU PRIX / MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES ET DE REGLEMENTS DES COMPTES / TRAVAUX EN REGIE

#### 3.2.1. CONTENU DU PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux y compris les frais généraux, impôts et taxes ou autres frappant obligatoirement les prestations objet du marché, ainsi que les frais annexes afférents.

Les prix sont établis toutes sujétions comprises dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles qu'elles sont définies à l'Article 10.1 du C.C.A.G. Travaux et en considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur.

L'Entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Il reconnaît avoir notamment, avant la remise de son Acte d'Engagement :

- Pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords, ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux divers, et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Apprécié toutes difficultés inhérentes au site, aux moyens de communication, aux ressources en main d'œuvre, etc....
- Contrôlé les indications des documents du présent dossier de consultation.
- S'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès du Maître d'Ouvrage et auprès de tous services ou autorités compétents.
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries inférieures aux intensités définies à l'article 4.1.2.

Les ouvrages et prestations faisant l'objet du marché conformément aux descriptions du Cahier des Clauses Techniques Particulières sont réglés par application aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires tels qu'ils sont définis dans le Bordereau de Prix Unitaire (B.P.U.) de l'Entrepreneur.

#### 3.2.2. T.V.A.

Les prix sont établis hors T.V.A.

La T.V.A. est portée en fin de D.P.G.F. et est détaillée sur l'Acte d'Engagement.

#### 3.2.3. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations sont réglées, pour chaque bon de commande pour lequel la durée d'exécution sera supérieure à **30 (TRENTE) jours**, par dérogation à l'Article 13 du C.C.A.G., par **présentation d'une facture unique après exécution complète et réception des travaux, toutes réserves levées, du Maître d'Ouvrage.**

Pour les bons de commande dont la durée d'exécution est supérieure à **30 (TRENTE) jours**, le règlement des comptes se fera par des acomptes mensuels et un solde, établis et réglés comme il est indiqué à l'Article 13 du C.C.A.G. Travaux.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Les travaux sont réglés par application des quantités et des prix figurant dans les bons de commande.

#### 3.2.4. VARIATION DES PRIX

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de Janvier 2025 (Mois M0).

Les prix sont réputés fermes la première année d'exécution soit jusqu'à la veille de la date anniversaire de la notification du marché.

Accord-Cadre Voirie et Espaces Publics Communaux

A partir de la deuxième année, la révision de prix, à la hausse comme à la baisse, sera effectuée chaque année par application aux prix du bordereau, du coefficient de révision  $P_{Rev}$  obtenu par application de la formule ci-dessous.

$$P_{Rev} = 0,150 + 0,850 (M_n / M_o)$$

$P_{Rev}$  : Montant du prix révisé

$M_o$  : valeur nationale de l'index lue au mois  $M_o$  fixée à la date de la notification du Marché

$M_n$  : valeur nationale de l'index lue avec un retour en arrière de 3 mois par rapport au mois à la date duquel le bon de commande a été notifié

L'index de référence I est l'index TP01 Index général tous travaux.

Le coefficient résultant du calcul de la formule de révision est arrondi au millième supérieur.

Le calcul du coefficient de variation des prix se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date d'exécution des prestations.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune révision avant la révision définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

### 3.2.5. AUGMENTATION DU MONTANT DES TRAVAUX

Il sera fait application des dispositions de l'Article 15 du C.C.A.G. Travaux.

### 3.2.6. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Le montant de la facture est calculé en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement.

### 3.2.7. MODALITES DE REGLEMENT

Le Titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

Le délai de paiement est de **45 (QUARANTE CINQ) jours** à compter de la réception de la facture en Mairie.

Le paiement s'effectuera selon les règles de la comptabilité publique par mandat administratif.

La demande de paiement à laquelle seront impérativement jointes les factures des sous-traitants éventuels, établie en **3 (TROIS) exemplaires** comprendra, outre les mentions légales, les éléments suivants :

- Le nom ou la raison sociale de l'entreprise,
- La référence de l'inscription au RCS ou au répertoire des métiers,
- Le numéro de SIREN ou de SIRET,
- L'objet, la date et le numéro de marché,
- La nature et le détail des prestations à régler,
- Le montant hors taxe des prestations effectuées,
- Le taux et le montant de la T.V.A.,
- Le montant total T.T.C. des prestations effectuées,
- La date de la facture,
- Les modalités de règlement telles qu'elles sont précisées dans l'Acte d'Engagement (référence du compte postal, bancaire, ou trésor public ouvert au nom du titulaire).

Les factures devront parvenir à l'adresse suivante :

**Mairie de CHARLEVAL  
Place de l'HÔTEL de VILLE  
13350 CHARLEVAL**

Le défaut de paiement fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

Dans le cas d'un groupement d'entrepreneurs groupés solidaires, les travaux font l'objet d'un paiement à un compte unique ouvert au nom des entrepreneurs groupés ou du mandataire, sauf si le marché prévoit une répartition des paiements entre ces entrepreneurs et indique les modalités de cette répartition.

### 3.2.8. REPARTITION DES DEPENSES COMMUNES DE CHANTIER

Sans Objet.

### 3.3. PAIEMENTS DES SOUS-TRAITANTS

#### 3.3.1. DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'Acte d'Engagement, ils sont constatés par un acte spécial signé par le Pouvoir Adjudicateur, par le Titulaire du Marché et par l'Entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

Le Titulaire remet contre récépissé au Pouvoir Adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- La nature des prestations sous traitées,
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance, et le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant,
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ou aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'Article 137 du Décret 2016-360, en produisant soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance.

Si le Titulaire envisage de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct, postérieurement à la notification du marché, l'exécution de prestations pour un montant supérieur à celui qui a été indiqué dans le marché public ou l'acte spécial, il demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité prévu à l'Article 127 du Décret 2016-360.

Si cet exemplaire ou ce certificat de cessibilité a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué, le Titulaire justifie soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée, soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché public.

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur le chantier que sous réserve que le représentant du Pouvoir Adjudicateur l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement.

#### 3.3.2. PAIEMENTS DIRECTS DES SOUS-TRAITANTS

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à **600,00 (SIX CENT) € T.T.C.**, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le Pouvoir Adjudicateur, est payé directement pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du Pouvoir Adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou le dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de **15 (QUINZE) jours** à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier son refus d'une part au sous-traitant et d'autre part au Pouvoir Adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au Pouvoir Adjudicateur accompagnée des copies des factures adressées au Titulaire et de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le Titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou non réclamé.

Le Pouvoir Adjudicateur adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le Pouvoir Adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans les **45 (QUARANTE CINQ) jours**.

Ce délai court à compter de la réception par le Pouvoir Adjudicateur de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé, ou à l'issue du délai de **15 (QUINZE) jours** dont dispose le Titulaire pour donner son accord ou notifier son refus.

Le Pouvoir Adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## 4 - DELAI D'EXECUTION / PENALITES / PRIMES

Les délais d'exécution, objet du présent Accord-Cadre, sont précisés sur chaque bon de commande.

### 4.1. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

#### 4.1.1. JUSTIFICATIONS

Le Titulaire est tenu de signaler aux Services Techniques de la Commune, par lettre recommandée, dans un délai de **15 (QUINZE) jours**, toute circonstance ou événement susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.



Toutes justifications nécessaires permettant aux Services Techniques de la Commune de reconnaître le bien fondé des difficultés signalées doivent être fournies.

En dehors des cas mentionnés aux Articles 19.2.2 et 19.2.3 du C.C.A.G., la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

#### 4.1.2. JOURNEES D'INTEMPERIES

En vue de l'application éventuelle de l'Article 19.2.3 du C.C.A.G. – Alinéa 1, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles pour la durée totale de l'Accord-Cadre est fixé à **10 (DIX) jours par année**.

En vue de l'application éventuelle de l'Article 19.2.3 du C.C.A.G. – Alinéa 3, la date limite d'achèvement des travaux sera reportée d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels dépassera son intensité limite.

Dès l'arrêt des travaux par l'Entrepreneur pour cause d'intempérie, celui-ci devra en informer la Commune par écrit.

Il devra stipuler le nombre de jours d'arrêt et joindre un relevé météorologique prouvant le nombre de jours d'intempéries.

Pluie :	Précipitations supérieures ou égales à 80 mm / 24 heures,
Neige :	Précipitations supérieures ou égales à 100 mm dans la journée,
Gel :	Température inférieure à – 5 °C à 9h.00,
Vent :	Vitesse supérieure à 20 m./seconde plus de 4h.00 par jour.

Les relevés à produire seront ceux de la station météorologique nationale la plus proche du chantier.

#### 4.2. PENALITES / AUTRES PRIMES

##### 4.2.1. PENALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'Article 20.1 du C.C.A.G. Travaux,

- Par jour calendaire de retard dans l'exécution des travaux définis par un bon de commande, le Titulaire subira une pénalité de **300,00 (TROIS CENTS) €uros H.T. par jour calendaire de retard**.
- En cas de retard dans la réalisation d'interventions d'urgence telles que définies au Chapitre 7 du présent C.C.A.P., il lui sera appliqué une pénalité de **500,00 (CINQ CENTS) €uros H.T. par jour calendaire de retard**.

Ces pénalités seront appliquées pour chaque dépassement des délais prévus dans chaque bon de commande notifié au Titulaire.

##### 4.2.2. PENALITES POUR NON REMISE DE DOCUMENT

Pour chaque bon de commande, le Titulaire subira pour tout retard dans la remise de documents (fiches techniques, plans, échantillons, nuancier, DOE, etc...) requis pendant la période de préparation, en cours de chantier et/ou après la réception, une pénalité de **50,00 (CINQUANTE) €uros H.T. par jour calendaire de retard** après 1<sup>ère</sup> mise en demeure de les produire.

#### 4.3. PENALITES POUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

Sans Objet

#### 4.4. PENALITES POUR ABSENCE AUX REUNIONS DE CHANTIER

Pour toute absence à une réunion de chantier, le Titulaire dûment convoqué se verra appliquer une pénalité de **75,00 (SOIXANTE QUINZE) €uros H.T.**

### 5 - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

#### 5.1. RETENUE DE GARANTIE

Il est constitué une retenue de garantie de **5 (CINQ) %** sur le montant global de chacun des bons de commande.

Le montant de la retenue de garantie a pour seul objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées, le cas échéant pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. Le montant de la garantie à première demande ne peut être supérieur à celui de la retenue de garantie qu'elle remplace. Leur objet doit être identique.

La retenue de garantie est remboursée un mois au plus tard après expiration du délai de garantie ou s'il n'y a pas de délai de garantie, à la réception sans réserve ou à la levée des réserves.

En cas de retard de remboursement, les intérêts moratoires sont versés.

La retenue de garantie ne pourra pas être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

#### 5.2. AVANCE

Lorsque la durée stipulée sur le bon de commande est supérieure à **2 (DEUX) mois**, une avance sera accordée au titulaire du marché dont le montant indiqué sur le même bon de commande est supérieur à **50 000 (CINQUANTE MILLE) € H.T.** et qui ne l'aura pas refusée dans l'Acte d'Engagement.

## Accord-Cadre Voirie et Espaces Publics Communaux

Le montant de cette avance est fixé à **5 (CINQ) % du montant initial T.T.C.** du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre de solde.

### Sous-traitance :

Les dispositions mentionnées aux Articles 110 à 113 du Décret 2016-360 relatif aux Marchés Publics s'appliquent aux sous-traitants.

Lorsqu'une partie du marché est sous traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants, et donnant lieu au paiement direct.

Pour le calcul du montant de cette avance, les limites fixées à l'Article 110 sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché public ou dans l'acte spécial.

Le droit au sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché public ou de l'acte spécial par le Pouvoir Adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que celles prévues à l'Article 111.

Si le Titulaire du marché qui a perçu l'avance, sous-traite une part du bon de commande postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées et donnant lieu à paiement direct, même dans le cas où le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le Pouvoir Adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

### **5.3. AVANCES SUR MATERIELS**

Aucune avance sur matériel de chantier n'est versée à l'Entrepreneur.

### **5.4. AVANCES SUR APPROVISIONNEMENTS**

Il n'est pas prévu de régler d'avance sur les approvisionnements.

## **6 - PROVENANCE / QUALITE / CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

### **6.1. PROVENANCE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, des produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au Titulaire, n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions de ce dernier. (Dérogation à l'Article 21.1 du C.C.A.G.).

Le Titulaire est tenu de mettre à la disposition des Services Techniques de la Commune, les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

### **6.2. MISE A DISPOSITION DE CARRIERES OU LIEUX D'EMPRUNT**

Le Pouvoir Adjudicateur ne mettra pas à disposition du Titulaire de carrières ou de lieux d'emprunt.

### **6.3. VERIFICATIONS / ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS**

Des vérifications qualitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet de l'Accord-Cadre.

Les dispositions des Articles 23 à 25 du C.C.A.G. Travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier, sont applicables au présent Marché.

En complément de l'Article 38 du C.C.A.G. Travaux, le C.C.T.P. définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. Travaux et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le C.C.T.P. précise quels matériaux, produits feront l'objet de vérification ou de surveillance de la fabrication, dans les usines et magasins de l'entrepreneur, ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

## **7 - INTERVENTIONS D'URGENCE**

### **7.1. DYSFONCTIONNEMENTS GRAVES**

Sur réception d'une télécopie ou d'un courriel du Pouvoir Adjudicateur, **transmis avant 12h.00** et mentionnant un dysfonctionnement grave d'une infrastructure concernée par le Marché, le Titulaire interviendra **impérativement dans la journée** pour assurer un diagnostic et prendre, si nécessaire et dans la limite des travaux prévus au Marché, les dispositions pour limiter les risques ou l'aggravation de la situation.

En cas d'envoi transmis **après 12h.00**, le Titulaire sera tenu, dans les mêmes conditions que définies ci-dessus, **d'intervenir dans les 24 (VINGT QUATRE) heures** suivant la réception de cet envoi.

Accord-Cadre Voirie et Espaces Publics Communaux

Le Titulaire informera **systématiquement** la Collectivité sur les modalités de cette intervention (date d'intervention, diagnostic réalisé, mesures conservatoires prises, etc..).

## 7.2. DYSFONCTIONNEMENTS DANGEREUX

En cas de risques avérés pour les personnes et les biens d'une infrastructure concernée par le Marché et dont l'évaluation relève du Pouvoir Adjudicateur, sur simple appel téléphonique de son Représentant au n° d'astreinte du Titulaire en toute période et à toute heure et qui devra, par la suite, être confirmé par courriel dans les meilleurs délais, le Titulaire s'engage à intervenir suite à la réception de cet appel, sous un **délai d'urgence qui ne pourra être supérieur à 12 (DOUZE) heures**.

Dans la limite des prestations prévues au Marché et du délai fixé ci-dessus, il prendra alors, toutes les mesures conservatoires nécessaires pour faire cesser les risques.

Pour la réalisation des travaux de remise en état définitive, le Titulaire sera tenu **d'intervenir dans les 2 (DEUX) jours** suivants la mise en sécurité.

## 8 - IMPLANTATION DES OUVRAGES

### 8.1. PLAN D'IMPLANTATION

Les ouvrages seront implantés contradictoirement par le Titulaire et les Services Techniques de la Commune avant tout commencement des travaux.

### 8.2. PIQUETAGE GENERAL OU SPECIAL

#### Piquetage général

Le piquetage général sera effectué, avant le début des travaux, conformément aux prescriptions de l'Article 27.2 du C.C.A.G. Travaux

#### Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, dépendant du Maître d'Ouvrage ou de tierces personnes, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur prend à sa charge les sondages préalables en trois dimensions des ouvrages souterrains et communique les résultats au Titulaire en vue de leur report exact sur le terrain par un piquetage spécial, lui-même reporté sur le plan de piquetage général mentionné à l'Article 27.2.1 du CCAG Travaux.

Le piquetage spécial est effectué par le Titulaire, à sa charge, contradictoirement avec le Services Techniques de la Commune.

## 9 - PERIODE DE PREPARATION / COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

### 9.1. PERIODE DE PREPARATION

La période de préparation est incluse dans le délai d'exécution et sera fixé dans chaque bon de commande.

### 9.2. DOCUMENTS NECESSAIRES A L'EXECUTION DES TRAVAUX

Les conditions d'établissement des documents nécessaires à l'exécution des ouvrages sont, s'il y a lieu, précisées à l'occasion de chaque commande.

### 9.3. INSTALLATIONS ET REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le Titulaire se doit de réaliser toutes les installations de chantier nécessaires à la réalisation de ces travaux.

Il s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier

Le repliement des installations de chantier, le nettoyage et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont en charge du Titulaire et compris dans les délais d'exécution.

#### Emplacements des Installations de chantier

Aucun emplacement ne sera mis à la disposition du Titulaire pour ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

#### Dépôts provisoires de déblais et/ou terre végétale

Aucun emplacement ne sera mis à la disposition du Titulaire. Ce dernier devra se procurer à ses frais, dans les conditions de l'Article 31.2 du C.C.A.G., les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires ou définitifs des déblais et/ou des terres végétales.

### 9.4. REUNIONS DE CHANTIER

Elle a lieu aux jours et heures fixés par les Services Techniques de la Commune.

Le Titulaire ou son représentant qualifié, ainsi que les sous-traitants éventuels seront tenus d'assister à ce rendez-vous.

### 9.5. SIGNALISATION DU CHANTIER / CIRCULATION

La signalisation de chantier sera conforme à l'Article 31.6 du C.C.A.G. Travaux.

Accord-Cadre Voirie et Espaces Publics Communaux

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique (circulation de moyens de transport, véhicules, piétons...) ainsi que la sécurité aux abords du chantier devront être assurées par le Titulaire.

Ce dernier devra mettre en œuvre tous moyens permettant de préserver la sécurité des riverains au chantier et des usagers de la voie publique aux droits du chantier (circulation alternée, cheminements piétons spécifiques, signaleur pour guider les manœuvres...).

Le Titulaire devra solliciter du Maître d'Ouvrage en cas de besoin, la prise d'Arrêté réglementant la circulation sur la voie publique aux abords du chantier.

## 9.6. HYGIENE ET SECURITE DU CHANTIER / PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

### Préambule :

Application de l'Article 28.3 du C.C.A.G.

L'Entrepreneur prendra toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard de ses personnels qu'à l'égard des tiers. Il est tenu d'observer tous les règlements et consignes de l'autorité compétente.

Il doit prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter que les travaux qu'il exécute ne causent un danger aux tiers, notamment pour la circulation publique si celle-ci n'a pas été déviée.

Les points de passage dangereux, le long et à la traversée des voies de communication doivent être protégés par des gardes corps provisoires ou par tout autre dispositif approprié, ils doivent être éclairés.

L'Entrepreneur doit prendre les dispositions utiles pour assurer l'hygiène des installations de chantier destinées au personnel.

En cas d'inobservation des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le Maître d'Ouvrage peut prendre aux frais de l'Entrepreneur concerné les mesures nécessaires après mise en demeure restée sans effet.

En cas d'urgence ou de danger, ces mesures peuvent être prises sans mise en demeure préalable.

L'intervention des autorités compétentes ou du Maître d'Ouvrage ne dégage pas la responsabilité de l'Entrepreneur.

### Protection de l'environnement :

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du Pouvoir Adjudicateur.

A cet effet, le Titulaire prendra les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

En cas d'évolution de la Législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles donnent lieu à la signature par les parties au marché, d'un avenant.

Le prestataire doit gérer ses déblais en excédent et leurs évacuations par ses propres moyens.

## 9.7. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au Titulaire sont celles prévues par les Lois et Règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les Lois et Règlements du pays où cette main d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du représentant du Pouvoir Adjudicateur.

En cas d'évolution de la Législation sur la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du Pouvoir Adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché d'un avenant.

Pour les employés étrangers, le titulaire devra fournir les références de la carte de séjour et la copie des titres de travail.

Tout employé étranger dont la situation n'est pas conforme à la Réglementation française, sera exclu du chantier. Dans ce cas le Maître d'Ouvrage le signalera aux autorités compétentes.

En tout état de cause, le Titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le chantier sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main d'œuvre.

## 9.8. RECOMMANDATIONS PORTANT SUR UNE EXECUTION DE TRAVAUX EN SITE URBAIN

Outre les mesures relatives à l'hygiène et à la sécurité prévues à l'Article 31 du C.C.A.G. Travaux, le Titulaire est soumis au respect des prescriptions suivantes :

- Par complément à l'Article 31.1.4 du C.C.A.G. Travaux, son entreprise doit pouvoir être identifiée facilement et à tout moment par le Public grâce à la mise en place de panneaux d'information agréés par les Services Techniques de la Commune, et sur lesquels sont inscrits sa raison sociale, son adresse et son numéro de téléphone,
- Par complément à l'Article 31.4.1 du C.C.A.G. Travaux, le Titulaire est tenu de clore ses installations de chantiers par des dispositifs d'un modèle agréé par les Services Techniques de la Commune et adapté à la nature fixe ou mobile des travaux et à leur durée,

## Accord-Cadre Voirie et Espaces Publics Communaux

- Par complément à l'Article 31.4.2 du C.C.A.G. Travaux, les locaux destinés aux personnels et les installations annexes de chantiers doivent être maintenus par le Titulaire en parfait état de propreté y compris leur aspect extérieur,
- Par complément à l'Article 31.8 du C.C.A.G. Travaux, les véhicules et engins de chantier doivent être facilement identifiables, présenter constamment un bon aspect et être entretenus régulièrement.  
Leur propreté à la sortie des zones de travaux doit faire l'objet d'une vérification et d'un dispositif appropriés.
- Par complément à l'Article 37 CCAG Travaux, le Titulaire prend également toutes dispositions pour éviter tout dépôt de déchets sur les zones de travaux.  
Ces mesures doivent être prises spontanément par le Titulaire. A défaut, les Services Techniques de la Commune prescriront, à charge et aux frais du Titulaire, l'exécution, par une entreprise tierce, des travaux de propreté manquants.

**10 - CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX****10.1. CONTROLE DES TRAVAUX**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages sont prévus par le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les dispositions du 4 de l'Article 24 du C.C.A.G. Travaux et de l'Article 22 « Opérations de Vérifications », les essais et épreuves des matériaux et produits à effectuer sur les matériaux et produits sont applicables aux essais et contrôles objet du présent Article.

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et des contrôles en sus de ceux définis par le marché. Les essais seront à la charge de l'Entreprise.

Le programme ainsi que l'organisme chargé de les réaliser seront, dans chaque cas, définis par le Maître d'Ouvrage.

**10.2. RECEPTION DES TRAVAUX**

Par dérogation aux Articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G. Travaux, la réception se fait à l'achèvement des travaux pour chaque bon de commande. Elle prend effet à la date de cet achèvement suite à la levée des dernières réserves.

Le Titulaire avise le Pouvoir Adjudicateur de la date à laquelle les travaux de chaque bon de commande sont considérés comme achevés. Ce dernier convoque le Titulaire aux opérations de réception.

Après cette action, la procédure de réception se déroule dans les conditions définies à l'Article 41 du C.C.A.G. Travaux.

**10.3. RECEPTION PARTIELLE DES TRAVAUX**

Sans Objet

**10.4. ETUDES D'EXECUTION**

Pour chaque bon de commande, les études d'exécution des ouvrages sont à charge et seront exécutées par le Titulaire.

**10.5. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION**

Le Titulaire doit remettre au Pouvoir Adjudicateur, pour chaque bon de commande lors de la réception des travaux, un dossier des ouvrages exécutés comprenant les plans de récolement et les autres documentations techniques relatives à la nature des travaux qui auront été réalisés.

**10.6. DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est fixé par l'Article 44.1 du C.C.A.G. Travaux, il court à compter de la réception des travaux sans réserves ou, à l'issue de la levée des réserves.

**10.7. ASSURANCES**

Le Titulaire, ses éventuels cotraitants et ses sous-traitants doivent contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du Maître d'Ouvrage, du représentant du Pouvoir Adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'Article L 243-1-1 du Code des Assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.

Ils doivent justifier dans un délai de **15 (QUINZE) jours** à compter de la notification de l'Accord-Cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'ils sont titulaires de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire, ses éventuels cotraitants et ses sous-traitants doivent être en mesure de produire cette attestation, sur demande du Pouvoir Adjudicateur et dans un délai de **15 (QUINZE) jours** à compter de la réception de la demande.

## 11 - NANTISSEMENT / CESSIION DE CREANCES

En cas de cession de créance ou nantissement, il sera fait application des dispositions prévues à l'Article 127 du Décret 2016-360 relatif aux Marchés Publics.

## 12 - RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait application des dispositions des Articles 45 à 48 du C.C.A.G. Travaux.

En cas de résiliation du Marché aux torts du Titulaire tel que défini à l'Article 46.3 du C.C.A.G. Travaux, après mise en demeure restée infructueuse, le Marché pourra être résilié sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsque les renseignements prévus par l'Ordonnance 2015-899 et le Décret 2016-360 sont inexacts ou que le Titulaire a contrevenu à l'Article D 8222-4 du Code du Travail.

Le Titulaire dispose de **8 (HUIT) jours** à compter de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

## 13 - POURSUITE DES TRAVAUX AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Par dérogation à l'Article 48 du C.C.A.G. Travaux, lorsque le Titulaire ne se conforme pas aux dispositions de l'Accord-Cadre, le représentant du Pouvoir Adjudicateur, sur simple constat de la défaillance du Titulaire ou de la mauvaise exécution des travaux, et lorsque ceux-ci sont d'une urgence ou d'une importance telle qu'ils doivent être satisfaits, peut ordonner la poursuite des travaux aux frais et risques du Titulaire ou la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

## 14 - CLAUSES COMPLEMENTAIRES

Un interlocuteur devra être désigné par le Titulaire pour assurer le suivi de l'Accord-Cadre.

La personne désignée sera l'interlocuteur privilégié et devra pouvoir être contactée pour tout point relatif à l'exécution des prestations.

## 15 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'Article 1.2 déroge à l'Article 19.1 du C.C.A.G.

L'Article 3.2.3 déroge à l'Article 13 du C.C.A.G.

L'Article 4.2.1 déroge à l'Article 20.1 du C.C.A.G.

L'Article 6.1 déroge à l'Article 21.1 du C.C.A.G.

L'Article 10.2 déroge aux Articles 41.1 à 41.3 du C.C.A.G.

L'Article 12 déroge à l'Article 48 du C.C.A.G.

**MENTION MANUSCRITE**  
**« Lu et Approuvé sans modification »**  
**Signature, Date et Cachet**